

REPRODUCTIONS

François-Xavier DUDOUET, Éric GRÉMONT, *Les Grands Patrons en France. Du capitalisme d'État à la financiarisation*, Paris, Lignes de repères, 2010, 174 p., tabl., graph., bibliogr., index.

François-Xavier Dudouet et Éric Grémont annonçaient sur leur site (<http://www.opesc.org/commun/index.php>), fin 2007, l'éclatement d'une crise imminente du système de la finance internationale. Leur ouvrage s'ouvre et se clôt sur la mise en lumière, à la faveur de cette crise, du rôle stratégique des élites économiques françaises. On aurait tort cependant de réduire leur étude des transformations des structures du capitalisme français à un ouvrage de circonstances tant leur méthodologie implique, au contraire, un changement d'échelle pour objectiver leur objet. Les auteurs fondent en effet leurs analyses sur la « thèse du monopole » avancée par Norbert Elias dans *La Dynamique de l'Occident* et sur les travaux de Joseph Aloïs Schumpeter (*Les Cycles des affaires* et *Théorie de la monnaie et de la banque*) qui leur fournissent les catégories adéquates pour décrire la transition opérée dans l'espace économique hexagonal depuis le capitalisme d'État des « trente glorieuses » jusqu'à la situation actuelle dominée par la financiarisation. Leur définition du capitalisme en tant que « forme pacifique du processus de concentration, dont la forme contemporaine est indissociable de la monnaie crédit » (p. 14) apparaît ainsi comme une démarcation subtile par rapport à la thèse marxiste de la concentration du capital, d'une part, parce qu'elle écarte l'analyse léniniste de l'impérialisme comme correspondant à une forme transitoire et dépassée de la construction des monopoles économiques, d'autre part, parce qu'elle échappe à l'économisme strict pour ouvrir à une analyse des différents types de capitaux symboliques dégagés par Pierre Bourdieu.

Après avoir posé ce cadre méthodologique, défini leur objet (identifié aux dirigeants des entreprises cotées au CAC 40) et présenté leurs sources (principalement la communication institutionnelle des entreprises concernées), les auteurs retracent la lente montée en puissance de l'État dans l'économie française de 1880 à 1970, dont la trajectoire d'un grand patron tel que Raoul Dautry est emblématique, avant de passer à la description de la privatisation de l'économie à travers l'analyse d'une famille de trajectoires

typiques : celles des serviteurs de l'État qui ont présidé au processus de privatisation (processus distingué avec netteté d'une éventuelle « libéralisation » de l'économie). Conjuguant l'exposition macro-économique à des analyses sociologiques, les auteurs expliquent par le rendement décroissant du capital au cours des années 1970 la nécessité du dépassement du cadre national par des entreprises parvenues à la saturation monopolistique de cet espace. En l'absence de planification économique dirigiste de la part des institutions européennes, cette reconfiguration à une échelle supérieure ne pouvait s'opérer qu'au travers d'une dépossession de l'État des attributs de la souveraineté économique, en premier lieu de la maîtrise du crédit et de la monnaie (première vague de privatisation sous la houlette d'Édouard Balladur, puis traité de Maastricht), et par le moyen de la reconversion des élites républicaines dans le privé. Le mode de recrutement des grands patrons par les grandes écoles et les grands corps de l'État apparaît, d'abord, contre-intuitif, mais il est ce qui permet d'envisager « la présence des patrons d'État dans l'économie privée des années 2000 non pas comme la conséquence des privatisations, mais plutôt les privatisations comme la conséquence d'un déplacement des élites administratives » (p. 59-60). Ces agents autrefois dévoués, bon gré mal gré, au service public, ont donc « contribué à affaiblir l'État, non seulement sur le plan économique, mais surtout sur le plan sociologique en faisant des grandes entreprises privées le nouvel eldorado des élites de la nation » (p. 69). Ce nouveau rapport de force rend caduque la stratégie de reproduction de la « noblesse d'État », décrite naguère par Bourdieu dans le cadre d'une économie administrée, et met en évidence « l'autonomie des élites et notamment leur capacité à changer de support institutionnel » (p. 70). La trajectoire d'Ambroise Roux illustre parfaitement cette transformation. Tout se passe comme si ces agents avaient été capables de dépasser les limites de la dynamique occidentale étatique chère à Elias et avaient décidé de changer de monture pour poursuivre l'aventure monopolistique en s'agrégeant à la « nouvelle aristocratie financière » (p. 83).

Toutefois, le troisième chapitre, consacré à la « vie des affaires », dans une perspective typiquement schumpetérienne, conduit à relativiser cette apparente lucidité, du moins à en limiter la portée en termes d'anticipation des cycles économiques. Bousculant au passage les lieux communs au sujet de l'innovation, qui pullulent de nos jours, les auteurs montrent que les nouveaux capitaines d'entreprise sont loin de saisir les implications de la phase de reconfiguration financière des oligopoles à laquelle ils participent : « à croire qu'ils ne maîtrisaient pas les conséquences théoriques des modifications pratiques qu'ils imposaient à l'économie du pays » (p. 82). Cet aveuglement résulte de l'idéologie d'une libéralisation en trompe-l'œil, qui exalte les vertus de la « concurrence » en un temps de très rapide concentration économique. Mais il est aussi partagé par les instruments institutionnels d'objectivation, l'Institut national de la statistique et des études économiques se refusant toujours, vingt ans après les débuts de la financiarisation, « à compter la très forte croissance des marchés financiers pour de l'inflation » (p. 81). L'originalité des analyses des auteurs est, en effet, de souligner que « l'inflation par les salaires à peine disparue a été immédiatement remplacée par l'inflation par le prix des actifs et l'endettement » (p. 86), générant ainsi des cycles spéculatifs inévitablement conclus par des krachs, qui éliminent à chaque fois un certain nombre d'acteurs et favorisent le processus de concentration.